



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2004 autorisant la société Saint-Gobain Abrasives à poursuivre l'exploitation des installations d'emploi et de stockage de produits toxiques et d'enduction de toiles sur son site de Conflans-Saint-Honorine, rue de l'Ambassadeur ;

Vu le récépissé du 14 septembre 2004 donnant acte à la société Saint-Gobain Abrasives de sa déclaration relative à l'exploitation rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine d'une installation classée répertoriée sous la rubrique 2910.A.2 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2009 imposant à la société Saint-Gobain Abrasives des prescriptions complémentaires portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2013 imposant à la société Saint-Gobain Abrasives des prescriptions complémentaires relatives à la gestion des eaux en période de sécheresse ;

Vu la mise à jour de l'étude de dangers transmise par l'exploitant le 14 février 2011 ;

Vu le courrier préfectoral en date du 3 janvier 2012 demandant à l'exploitant de compléter l'étude de dangers ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 30 mai 2012 indiquant que le site fait l'objet depuis plusieurs mois d'une étude de réimplantation et de réorganisation des stockages et sollicitant un délai supplémentaire pour remettre les compléments à l'étude de dangers ;

Vu la visite d'inspection du 18 septembre 2012 et le courriel du 19 novembre 2012 rappelant à l'exploitant ses obligations ;

Vu le rapport l'inspection des installations classées en date du 28 mars 2013;

Considérant qu'à ce jour l'exploitant n'a toujours pas adressé les compléments de l'étude de dangers demandés par courrier du 3 janvier 2012 ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture :

A R R E T E

Article 1^{er} : La société Saint-Gobain Abrasives, est mise en demeure, **dans un délai maximal d'un mois**, à compter de la notification du présent arrêté de respecter pour son établissement situé rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation .

Article 2 : si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Versailles. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Conflans-Sainte-Honorine, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **15 AVR. 2013**
Le Préfet

Pour le Préfet par délégation,
Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET